

bonnes feuilles

# Le Marché commun contre l'Europe

Le temps n'est plus où le général de Gaulle pouvait ironiser sur M. Lecanuet « sautant comme un cabri sur sa chaise en criant l'Europe, l'Europe, l'Europe ! » Depuis son arrivée au pouvoir, Pompidou a dû reprendre à son compte les mythes européens, de conférence de La Haye en référendum manqué. Les mythes ? Oui, car ce qu'on appelle abusivement l'Europe, c'est l'organisation économique des six hier, aujourd'hui neuf pays d'Europe dont l'autre dénomination — « Marché commun » — résume bien la finalité : faciliter la circulation des capitaux, l'activité des entreprises, c'est-à-dire organiser la recherche du profit à l'échelle européenne. Dans un livre publié cette semaine (1), Bernard Jaumont, Daniel Lenègre et Michel Rocard s'attachent à démontrer, à la fois sur le plan historique et dans la perspective d'une emprise sans cesse plus grande des firmes multinationales, que le Marché commun, c'est en fait la négation de l'Europe. Nous publions ici la conclusion de leur ouvrage.

Le 23 avril 1972, par référendum, les électeurs français ont été amenés à dire qu'ils approuvaient l'entrée dans le Marché commun de la Grande-Bretagne, de l'Irlande, de la Norvège et du Danemark. Il faut un bien grand mépris du peuple pour faire croire aux électeurs français qu'ils décident de leur avenir en votant pour que les firmes a-nationales disposent en Irlande ou en Norvège, des mêmes moyens de développement qu'en Italie ou en Allemagne. En refusant de prendre part à cette mascarade, 40 % du corps électoral a d'ailleurs manifesté que cette interrogation n'avait pour lui aucun sens. La seule question à laquelle les électeurs, pas seulement ceux de France, mais aussi les autres, devraient pouvoir répondre est la suivante : comment vivront les habitants de l'Europe occidentale dans dix ou quinze ans ? Ou en d'autres termes : à quelles structures politiques correspond la civilisa-

tion des télécommunications et de l'ordinateur ? Ces questions-là ne leur seront jamais posées.

Le capitalisme se prépare à imposer sa propre réponse et, contrairement à ce que la propagande officielle essaie de faire croire, elle ne comporte aucune variante : le capitalisme européen n'a pas de réalité et par l'effet conjugué de l'histoire et de l'évolution technique, on est en train de passer sans transition du capitalisme national au capitalisme a-national en sautant l'étape d'un capitalisme à l'échelle de l'Europe. En tout cas, l'image d'une société spécifiquement européenne, conjuguant l'efficacité dans la production et le dynamisme américains avec l'humanisme et le respect de l'individu de la vieille civilisation européenne, n'est qu'un mythe exploité par les porte-parole gouvernementaux aux dépens de quelques naïfs.

La civilisation qui se met en place est une société éclatée, dominée par un petit nombre de très grandes firmes contrôlant un marché dont elles sont à même de prévoir les réactions, où les centres

1) Bernard Jaumont, Daniel Lenègre et Michel Rocard, *Le Marché commun contre l'Europe*, Editions du Seuil, collection « Politique », 192 p. 8 F

de décision sont de plus en plus éloignés de ceux qui les subissent, où la production se développe indépendamment des besoins, des aspirations, ou des désirs des individus, où l'accroissement de la consommation contraste de plus en plus durement avec l'augmentation du nombre de laissés-pour-compte, où l'écart se creuse entre ceux qui restent dans le courant de l'expansion, dont le niveau de vie progresse en même temps que leurs conditions de vie se dégradent, et ceux qui sont laissés à l'écart des courants de la production, colonisés, opprimés, marginaux, où l'Etat ne joue plus qu'un rôle de gendarme au service de l'économie de profit, où aucune cohérence ne peut être assurée dans la vie d'un groupe ou d'une région, où l'individu exploité, menacé, encadré, perd tout contrôle sur sa propre existence.

## spectateurs moroses

Cette société-là commence à s'inquiéter aujourd'hui de son avenir, mais les questions qu'elle se pose n'ont pas de signification pour ceux qu'elles concernent directement. L'épuisement possible des ressources naturelles, le bouleversement peut-être irréversible de l'écologie, la pollution de l'environnement, ce sont des thèmes de réflexion pour quelques « managers » et pour ceux qui les inspirent ; ils peuvent y trouver de nouveaux paramètres à inclure dans leurs équations ou de nouvelles sources de revenus.

Mais pour l'ensemble de la population, ce sont des questions vides de sens : leur opinion sur ces problèmes, quelle qu'elle soit, ne modifiera pas le moins du monde les décisions qui seront finalement prises. Au plus, leur sensibilité à un thème ou à un sujet sera utilisée par la publicité pour leur faire absorber un produit qui sans cela se vendrait moins. Au mieux, l'émotion provoquée par la marée noire aboutira aux concours de plages de M. Poujade. Dans cette société capitaliste ce sont les managers des grandes sociétés qui décident ; les individus subissent passivement les conséquences de leurs décisions ; ils ne sont que spectateurs moroses de leur vie, sans action sur leur propre destin.

Dans cette évolution, les déclarations ministérielles, les rencontres plus ou moins « au sommet », les communiqués fracassants ou feutrés, les tête-à-tête, les va-et-vient, tout cela semble totalement irréel et évoque irrésistiblement la guerre et la façon dont elle est perçue par l'opinion. Les déplacements et les déclarations de généraux ou de ministres masquent de la même façon la réalité immédiate, la mort et la souffrance des hommes, la dispersion d'une économie, la mort d'une écologie et les transformations des forces économiques et politiques, la naissance ou la mort d'un empire, l'emprise du capitalisme national sur toute une population.

La seule autre solution, c'est le socialisme, c'est-à-

dire le contraire de la facilité ; pas du tout un paradis terrestre où tout serait donné, bien au contraire. Le socialisme c'est une société où il faut à chaque instant choisir, c'est-à-dire sacrifier, décider, c'est-à-dire renoncer ; une société où on peut simplement vivre comme des hommes, responsables de leur façon de vivre et construisant lucidement leur avenir au lieu de le subir.

## une chance exceptionnelle

Le chemin qui y mène est encore plus difficile, comme le prouvent la plupart des expériences qui ont été faites jusqu'ici. Par ses dimensions et sa capacité à résister aux pressions extérieures autant que par le niveau de développement technologique auquel elle est parvenue, l'Europe constitue une chance exceptionnelle de passage au socialisme dans une zone qui ne soit pas dominée par la pénurie et où socialisme et liberté seraient indissociables. Les obstacles sur cette voie peuvent paraître difficilement surmontables, surtout si on songe que face à un capitalisme qui fonctionne sur une base de plus en plus large, les organisations du mouvement ouvrier restent bloquées, dans des structures nationales, et seraient bien incapables actuellement de concevoir et d'appliquer une stratégie à l'échelle européenne.

Pourtant, si les appareils demeurent figés par des structures et des préoccupations d'un autre âge, les forces sociales d'une transformation radicale des structures politiques, économiques, sociales, culturelles, de l'Europe existent réellement : ce sont celles qui serviront de base à la révolution nécessaire. Elles se manifestent déjà parmi les travailleurs sur leurs lieux de travail : ce sont eux qui vivent directement l'impossibilité d'une lutte nationale dans les entreprises a-nationales ; ce sont eux qui prennent directement conscience de l'impuissance des Etats sur qui ils pourraient encore faire pression, de l'inefficacité des mouvements localisés. Beaucoup d'entre eux sont aujourd'hui conscients de la nécessité d'une coordination à l'échelle du trust auquel ils appartiennent, mais ne voient pas encore les moyens d'y parvenir. Le refus de la civilisation qu'engendre le capitalisme international, on le retrouve aussi dans les régions les plus durement touchées par la concentration de la production : coupée de ses éléments les plus jeunes, à l'écart des courants d'expansion, privée d'activités, exploitée lorsque c'est possible par les marchands de loisirs, la population de ces régions (Allemagne du Nord, Irlande, Bretagne, Occitanie, Italie du Sud) se révolte en exigeant de choisir elle-même son organisation et le sens de son évolution, c'est-à-dire, sans qu'elle en soit toujours consciente, en exigeant le socialisme.

## la rupture nécessaire

C'est peut-être en Grande-Bretagne que se trouvent aujourd'hui réunies les conditions les plus nombreuses d'une rupture avec l'ordre établi. La métropole de l'un des plus grands empires est devenue en quelques années un simple pays membre du Marché commun dont la monnaie, naguère encore une des plus fortes du monde, flotte à la première alerte, dont l'industrie s'effondre comme s'est effondrée Rolls Royce, où la vie de tous les jours est passée en une dizaine d'années des salons victoriens aux Beatles et à la mini-jupe. Cette fantastique transformation a été amortie par un repli nationaliste autour de structures sociales et politiques de plus en plus rigides et ossifiées, grâce auxquelles chacun a trouvé un minimum de protection contre les atteintes venues de l'extérieur, mais qui ne sont plus aujourd'hui capables d'évolution, qui se neutralisent et se paralysent mutuellement et ne sont plus à même que de préserver les droits acquis. C'est dans ce cadre que l'on va introduire en quelques mois les mécanismes de passage d'un capitalisme national au régime des firmes a-nationales, disposant de tous les moyens nécessaires pour vaincre les résistances les plus affirmées.

L'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun risque d'avoir sur les structures britanniques l'effet d'un explosif dans une banquise amorçant de proche en proche la rupture de tout un ensemble en apparence immuable.

Ce n'est pas que toutes ces évolutions puissent conduire inéluctablement au socialisme ; elles comportent bien au contraire des risques considérables de type corporatiste dans les entreprises, nationaliste dans les régions en voie de sous-développement, et purement raciste en Grande-Bretagne. Mais ce sont des mouvements qui mettent en cause l'évolution capitaliste au nom du droit pour une communauté de déterminer elle-même son avenir. La responsabilité des organisations politiques sera de donner à cette aspiration l'orientation et le contenu qui lui permettent de faire naître un projet politique cohérent. C'est à partir du moment où une rupture se sera faite, dans un des pays du Marché commun, avec les mécanismes capitalistes, que les pouvoirs d'Etat pourraient servir à donner un sens véritable à l'idéologie européenne que le capitalisme a utilisée pour ses propres intérêts. C'est à partir de ce moment-là que certains des objectifs prévus ou autorisés par le traité de Rome (et qui resteront lettre morte dans une économie de profit) pourraient être poursuivis au nom même de l'idée européenne usurpée par les gouvernements en place, c'est à partir de là que les mécanismes prévus par le traité pourraient être utilisés pour créer une rupture dans les autres pays de la Communauté. C'est à partir de là que tout deviendra possible.

**Bernard JAUMONT, Daniel LENEGRE  
et Michel ROCARD ■**